

unité départementale d'Ille et Vilaine
L'Armorique
10, rue Maurice Fabre
CS 96515
35065 Rennes

Rennes, le 11 Septembre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 05/07/2023

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

HUBERT THEZE PYROTECHNIE

8 Rue Blaise Pascal
Z.A. La Lande Rose
35580 Guichen

Références : UD35/2025-360
Code AIOT : 0005509372

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 05/07/2023 dans l'établissement HUBERT THEZE PYROTECHNIE implanté 8 Rue Blaise Pascal Z.A. La Lande Rose 35580 Guichen. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- HUBERT THEZE PYROTECHNIE
- 8 Rue Blaise Pascal Z.A. La Lande Rose 35580 Guichen
- Code AIOT : 0005509372
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

L'entreprise est spécialisée dans le stockage et la mise en liaison des artifices de divertissement.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Etat des stocks et condition d'exploitation

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Monsieur le Préfet, conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Consistance des installations	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.2.3	Sans objet
2	Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.1.2	Sans objet
3	Registre des entrées et sorties des produits explosifs	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.1.3	Sans objet
4	Conditions de stockage	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.1.2	Sans objet
5	Aménagement Local 4210	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.1.3	Sans objet
6	Aménagement Aire de chargement	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.1.4	Sans objet
7	Consignes d'exploitation et de sécurité	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.2	Sans objet
8	Détection automatique d'incendie	Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.2.6	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection étant inopinée, elle a porté sur un nombre limité de points de contrôle qui n'ont pas donné lieu à un constat de non-conformité réglementaire.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Consistance des installations

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 1.2.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement du site
Prescription contrôlée : L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante : <ul style="list-style-type: none">• 5 cellules de stockage dormant d'artifices de divertissement de classe 1.3 G (DR1.3) et de classe 1.4 G (DR1.4)(bâtiments D1 à D5) ;• un conteneur pyrotechnique (B01) pour la confection d'appoints, prélèvements associés et mise en liaison électrique ;• un conteneur dédié aux déchets pyrotechniques (ratés de tirs) ;• une aire de chargement/déchargement des artifices de divertissement ;• un bâtiment de stockage de matériels inertes de tir ;• des bureaux et locaux sociaux.
Constats : L'établissement est conforme aux prescriptions et au dossier déposé, le conteneur pyrotechnique est désormais en fonctionnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 2 : Localisation des stocks de substances et mélanges dangereux

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Registre Informatisé
Prescription contrôlée : L'inventaire et l'état des stocks des substances et mélanges dangereux décrit précédemment, à l'article 6.1.1 du présent arrêté, sont tenus à jour dans un registre, auquel est annexé un plan général des stockages. Ce registre est tenu à la disposition des services d'incendie et de secours ou d'urgence compétents et de l'inspection des installations classées. Ce registre précise, pour les produits explosifs, la nature, la division de risque et le groupe de compatibilité ainsi que la quantité de matière active des produits explosifs détenus. Il peut être informatisé sous réserve que les moyens d'exploitation permettent la lecture des données et leur impression sous une forme telle que l'autorité administrative puisse obtenir facilement les informations demandées par le présent article. Ce registre peut être consulté à tout moment, sans avoir besoin de pénétrer dans le bâtiment concerné. Il a pour objectif minimum : - que l'exploitant connaisse en permanence l'état de ses stocks ; - que l'exploitant s'assure que le timbrage de ses différents locaux de stockage n'est jamais dépassé ; - de permettre, le cas échéant, le suivi du vieillissement des produits ; - de donner toutes les informations nécessaires à l'intervention des services de secours ou d'urgence compétents.
Constats : L'état des stocks est tenu à jour, le plan général des stockages y est annexé. Les informations sur la nature des produits, leur division de risque et la quantité de matière active sont indiquées. Il a pu être vérifié le timbrage de chaque cellule. Une vérification par sondage de la conformité de l'état des stocks avec les produits présents dans les cellules n'a pas révélé d'écart. Cet état des stocks est disponible informatiquement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 3 : Registre des entrées et sorties des produits explosifs

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Registre entrées/sorties
Prescription contrôlée : L'exploitant tient à jour un registre des entrées et sorties des produits explosifs, en complément du registre prescrit à l'article 8.1.2. du présent arrêté. La tenue des registres d'entrées et de sorties de produits explosifs, associée à l'archivage de documents de fabrication, d'importation ou de transport, doit, le cas échéant, permettre de déterminer pour chaque produit explosif, les indications définies par les dispositions de l'arrêté ministériel du 5 mai 2009 fixant les modalités d'identification et de traçabilité des produits explosifs à usage civil. Les registres d'entrées et de sorties doivent comporter au minimum les informations suivantes : - la date du mouvement de produits explosifs ; - la désignation et la quantité de produits explosifs qui font l'objet du mouvement ; - l'origine, à l'entrée, ou la destination, à la sortie, de ces produits explosifs ; - les références du titre d'accompagnement des produits explosifs prescrit par l'arrêté du 3 mars 1982 relatif au contrôle de la circulation des produits explosifs ainsi que le nom et la qualité de la personne physique qui les remet au dépôt ou à qui ces produits sont remis lorsqu'ils sont extraits du dépôt ou du débit ; - l'évolution des stocks en fonction des mouvements enregistrés ; - pour les produits explosifs qui sont placés en consignation, le nom de l'entreprise qui a placé ces produits explosifs en consignation ; ces produits explosifs sont placés dans le dépôt de manière à pouvoir être facilement identifiés et dénombrés.
Constats : Un registre des entrées/sorties est également tenu à jour, l'ensemble des éléments demandés s'y trouve.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 4 : Conditions de stockage

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Conditions de stockage
Prescription contrôlée : Les emballages renfermant des produits explosifs sont rangés ou empilés de façon stable. Le gerbage des colis s'effectue de telle sorte que le fond des colis ne se trouve pas à plus de 1,60 mètre au-dessus du sol. Lorsqu'il est fait usage de moyens mécaniques adaptés et de structures solides pour le stockage des produits, les piles ne s'élèvent pas à plus de 3 mètres de hauteur. L'exploitant s'assure que les conditions de stockage des produits ne modifient pas les effets dangereux redoutés. Les zones de stockage sont aménagées de façon que les espaces de circulation des personnes présentent une largeur minimale de 1,5 mètre. Ces espaces de circulation permettent le transport des produits sans risques.
Constats : Une vérification sur l'ensemble des cellules de stockage n'a pas révélé de non-conformité sur ce point.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Aménagement Local 4210

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.1.3
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement Local 4210
Prescription contrôlée : Le local abritant l'activité relevant de la rubrique 4210 est réservé à la mise en liaison de produits explosifs de division de risque 1.3 et 1.4 exclusivement. Aucun entreposage de produit explosif n'est effectué dans le local abritant l'activité relevant de la rubrique 4210, à l'exception des encours de fabrication liés à l'opération en cours et en tout état de cause limités à la quantité journalière produite. Ces zones d'entreposages sont clairement délimitées et signalées au sol. Le local abritant l'activité relevant de la rubrique 4210 est aménagé pour garantir l'absence d'effets domino entre les zones d'entreposages et les produits faisant l'objet des opérations. Ces aménagements se traduisent soit par des dispositifs de découplage dont le dimensionnement est justifié par l'exploitant et dont la pérennité est garantie, soit par des distances d'éloignement correspondant à la Z2 définie par l'arrêté du 20 avril 2007 susvisé. Le sol et les murs du local de l'installation sont faciles à nettoyer. La présence dans le local de l'installation de matières dangereuses ou combustibles est limitée aux nécessités de l'exploitation. Le local de l'installation est conçu de sorte qu'aucune réaction dangereuse ne puisse se produire en cas de contact, choc ou frottement avec les sols, parois, plafonds ou charpentes, dont les matériaux et revêtements sont adaptés aux produits présents. Les matériaux constituant les emballages et pouvant être en contact avec des matières explosibles ne sont pas susceptibles de provoquer des frottements ou réactions dangereux avec ces matières.
Constats : Le local est indépendant des cellules de stockage, un marquage au sol en définit l'usage, aucun stockage n'y est réalisé. Le découplage est assuré par l'éloignement de local et la nature de ses parois.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 6 : Aménagement Aire de chargement

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.1.4
Thème(s) : Risques accidentels, Aménagement Aire de chargement
Prescription contrôlée : Le site est équipé d'une unique aire de réception et d'expédition de produits explosifs de division de risque 1.3 et 1.4 exclusivement. La quantité totale de produits contenus dans le véhicule de réception ou d'expédition de produits explosifs ne doit pas dépasser 1050 kg de matières actives de produits explosifs de divisions de risque 1.3 et 1.4. La réception de produits explosifs de division de risque autre que de division de risque 1.3 ou 1.4 est interdite sur le site.
Constats : Le jour de l'inspection des produits sont stockés sur l'aire de réception et d'expédition, les quantités présentes sont intégrées à celles des cellules de stockage dont elles sont issues. Leur présence sur l'aire est limitée à la journée uniquement pour faciliter les manipulations au sein des cellules. Les produits réintègrent les cellules en fin de journée. L'ensemble des produits stockés sur l'aire relève des divisions de risque 1.3 et 1.4.
Type de suites proposées : Sans suite

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 9.1.2
Thème(s) : Risques accidentels, Consignes d'exploitation et de sécurité
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Dans chaque installation pyrotechnique, les consignes précisent :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la liste limitative des opérations qui sont autorisées dans ces installations et les références aux instructions de service qui y sont appliquées ; - la nature et les quantités maximales de produits explosifs pouvant s'y trouver ainsi que leur conditionnement et les emplacements auxquels ils sont déposés ; - la nature des déchets produits, la quantité maximale de ceux-ci qui peut y être entreposée et leur mode de conditionnement ; - la conduite à tenir en cas d'incendie, en cas d'orage, ou en cas de panne de lumière ou d'énergie, ou à l'occasion de tout autre incident susceptible d'entraîner un risque pyrotechnique ; - la conduite à tenir lors des opérations de chargement et de déchargement des produits explosifs (comprenant notamment l'interdiction, par une signalisation adaptée, tout passage de véhicule de transport externe devant un bâtiment où se déroule une opération de chargement ou de déchargement de produits explosifs). - le nom du responsable d'exploitation. Par ailleurs, sans préjudice des dispositions du code du travail, des consignes d'exploitation et de sécurité précisant les modalités d'application des dispositions du présent arrêté, tenues à jour et affichées dans les lieux fréquentés par le personnel. Ces consignes indiquent notamment : <ul style="list-style-type: none"> - les interdictions imposées en application du présent arrêté ; - les lieux de mise à disposition du personnel et les moyens permettant la consultation des fiches de données de sécurité des substances ou préparations mises en œuvre ou stockées et leurs risques spécifiques ; - l'interdiction de procéder dans les installations à des opérations non prévues par les instructions ou consignes en vigueur ; - les instructions de chargement, de déchargement et de manipulation des produits ; - l'obligation des permis prévus à l'article 8.5.2 du présent arrêté pour les parties concernées de l'installation ; - les conditions de conservation et de stockage des produits, notamment les précautions à prendre pour l'emploi et la prévention du stockage de produits incompatibles ; - les modalités de mise en œuvre des moyens de protection et d'intervention et les procédures à suivre en cas d'accident : procédures d'arrêt d'urgence et de mise en sécurité de l'installation (électricité, réseaux de fluides), procédures de remise en service du réseau d'eau en période de gel, le cas échéant, mesures à prendre en cas de fuite sur un matériel contenant des substances dangereuses ou en cas d'épandage de produit explosif, moyens d'intervention à utiliser, procédure d'évacuation et plan associé, procédure d'alerte avec les numéros de téléphone du responsable d'intervention de l'établissement, des services de secours ou d'urgence compétents, obligation d'informer l'inspection des installations classées, etc. ; - les lieux de mise à disposition du personnel et les moyens permettant la consultation des documents comportant les modes opératoires ; - la fréquence de vérification des dispositifs de sécurité et de limitation ou de traitement des pollutions et nuisances générées ; - les instructions de maintenance et de nettoyage ; - les mesures à observer pour la circulation et le stationnement des véhicules de toute nature et des personnes à l'intérieur de l'installation ; - les modalités de gestion des déchets, notamment les déchets de produits explosifs. Le personnel reçoit une formation portant sur les risques présentés par l'installation, ainsi que sur les moyens mis en œuvre pour les éviter. Il connaît les procédures à suivre en cas d'urgence et procède à des exercices d'entraînement au moins une fois par an. L'exploitant justifie la conformité avec les prescriptions du présent article en listant les consignes qu'il met en place.

Constats :

Les consignes de sécurité sont présentes dans chacune des cellules de stockage, sur l'aire de réception et d'expédition ainsi que dans le conteneur destiné à la mise en liaison des produits.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Détection automatique d'incendie

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 15/01/2018, article 8.2.6

Thème(s) : Risques accidentels, Détection automatique d'incendie

Prescription contrôlée :

Les locaux pyrotechniques disposent d'un système de détection automatique d'incendie, associé à une alarme incendie, permettant d'alerter, en tout temps, l'exploitant, qui met en sécurité le site et transmet l'alerte aux services de secours ou d'urgence compétents. L'exploitant dresse la liste de ces détecteurs avec leur fonctionnalité et détermine les opérations d'entretien destinées à maintenir leur efficacité dans le temps. L'exploitant est en mesure de démontrer la pertinence du dimensionnement retenu pour les dispositifs de détection. Il établit des consignes de maintenance et organise à fréquence semestrielle au minimum des vérifications de maintenance et des tests dont les comptes rendus sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Constats :

Un dispositif de détection incendie est présent au sein de chaque local (cellules et conteneur dédié à la mise en liaison), une alarme couplée à une alerte sur le portable du responsable d'exploitation est associée à ces dispositifs.

Le programme de maintenance est mis en place à une fréquence semestrielle.

Les rapports de maintenance ont été présentés et ne soulèvent pas de remarque de la part de l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite